

35 000 disparus en Méditerranée : « l'UE manque à son obligation de sauver des vies »

9.9.2026 - | Médecins Sans Frontières France

En Méditerranée centrale, l'une des routes migratoires les plus mortelles au monde, le navire de recherche et de sauvetage de MSF, l'Oyvon, continue de porter secours aux personnes à la dérive. Alors que l'Union européenne durcit ses politiques et externalise le contrôle de ses frontières vers la Libye et la Tunisie, Médecins Sans Frontières dénonce les refoulements et les entraves répétées aux secours humanitaires.

Lundi 31 août, l'Oyvon, le **navire de recherche et de sauvetage (SAR)** de Médecins Sans Frontières (MSF), a secouru 18 personnes en détresse dans la **zone de recherche et de sauvetage maltaise**. À la dérive sur une embarcation de fortune depuis plus de 24 heures, les survivants étaient principalement d'origine érythréenne. Parmi eux, **12 mineurs non accompagnés**, dont une jeune fille. Le 1er septembre, ils ont été débarqués à Trapani, en Sicile, port de sécurité désigné par les autorités italiennes.

*« Les personnes que nous avons secourues, majoritairement des enfants, avaient quitté les côtes libyennes plus de 24 heures auparavant. Elles étaient épuisées, à la dérive dans les **eaux internationales** et à court de carburant »,* explique Leah Kenny, coordinatrice des affaires humanitaires à bord de l'Oyvon.

La Méditerranée centrale, une route maritime toujours meurtrière

Selon l'**Organisation internationale pour les migrations (OIM)**, la traversée de la Méditerranée centrale demeure l'**une des routes migratoires les plus dangereuses au monde**.

*« Depuis 2015, plus de **35 000 personnes ont été recensées comme décédées ou portées disparues** en Méditerranée. Ces chiffres sous-estiment probablement largement l'ampleur réelle de la tragédie »,* indique Leah Kenny.

Au danger de la traversée s'ajoute une insécurité constante tout au long du parcours. *« Les personnes exilées font face à une violence croissante sur terre comme en mer. Elles sont notamment confrontées à des **interceptions dangereuses** de la part des **garde-côtes libyens ou tunisiens financés par l'Union européenne** »,* précise Claire San Filippo, représentante de la mission SAR de MSF.

Externalisation des frontières et violations du principe de non-refoulement

MSF appelle les gouvernements européens à cesser d'**externaliser la gestion de leurs frontières** à des pays tiers, notamment en finançant et en équipant des garde-côtes pour qu'ils interceptent et **refoulent les embarcations**.

*« Pour plusieurs des personnes secourues, ce n'était pas la première tentative. Elles avaient déjà été interceptées et **renvoyées de force en Libye** par les garde-côtes libyens »,* rapporte Leah Kenny. *« Or, la Libye n'est pas un lieu sûr. Le soutien de l'UE à ces renvois expose les personnes à de graves violations des droits humains et contrevient directement au **principe de non-refoulement**, auquel les États membres sont tenus de se conformer. »*

Les équipes de MSF recueillent régulièrement des témoignages attestant du sort des personnes renvoyées de force en Libye : **détention arbitraire, tortures, violences et extorsions**. Ces pratiques ne constituent en aucun cas une réponse légale ni sécurisée aux enjeux migratoires.

Criminalisation des ONG et entraves aux secours humanitaires

Depuis 2015, les équipes de MSF ont porté secours à plus de **94 000 personnes** en Méditerranée centrale. Pourtant, l'espace d'intervention des **ONG humanitaires** ne cesse de se réduire.

« Les navires de sauvetage humanitaires sont eux aussi victimes de harcèlement, d'intimidations et d'attaques armées de la part des garde-côtes libyens ou tunisiens. Ces agissements mettent en danger les survivants comme les secouristes. C'est inacceptable », dénonce Claire San Filippo.

MSF rappelle enfin que les politiques visant à restreindre l'action des navires de sauvetage ou à **criminaliser les ONG** n'arrêtent pas les traversées. Les personnes exilées entreprennent ce voyage pour fuir des violences dans leur pays d'origine, et non en raison de la présence de navires humanitaires en mer.

<https://www.msf.fr/actualites/35-000-disparus-en-mediterranee-l-ue-manque-a-son-obligation-de-sauver-des-vies>